



Pap Ndiaye :

“Une école accueillante pour les élèves LGBTQI+ l'est pour tout le monde”

Interview Nicolas Scheffer
& Thomas Vampouille
Photographie Samuel Kirszenbaum

Le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, n'a pas pu retenir son émotion quand, au Sénat, il fut interrogé à la suite du suicide de Lucas, un adolescent de 13 ans harcelé dans son collège parce que gay (*lire p. 176*). Moins d'un an après son arrivée rue de Grenelle, avec comme feuille de route que chaque élève se sente bien à l'école, il touchait déjà du doigt les limites des actions entreprises contre le harcèlement scolaire, comme le programme Phare, généralisé lors de sa première rentrée. Lorsqu'il reçoit *têtu* dans son bureau, il se montre déterminé à encore appuyer sur l'accélérateur.

Quel message souhaitez-vous faire passer aux élèves qui sont harcelés, notamment en raison de leur homosexualité ?

Nous savons que par rapport à leurs camarades hétérosexuels, les élèves gays et lesbiennes ont

quatre fois plus de risques de faire une tentative de suicide, et c'est onze fois plus pour les jeunes transgenres. Nous devons améliorer leur accueil en nous attaquant encore plus fortement aux situations de moqueries, de violences et de harcèlement. Ces élèves peuvent compter sur moi, et ils doivent pouvoir compter sur les adultes présents dans les établissements scolaires, pour mettre fin à chaque situation de harcèlement.

Chez *têtu*, on alerte sur les suicides de jeunes depuis au moins 1999... N'y a-t-il pas de quoi désespérer ?

L'école a beaucoup évolué, notamment ces dernières années. En 2021, nous avons donné des instructions pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire. La lutte contre l'homophobie et la transphobie fait désormais explicitement partie des programmes d'enseignement moral et civique. Dans les manuels scolaires, ces changements doivent être pris en compte par les éditeurs, notamment en histoire au sujet de la répression de l'homosexualité, mais aussi de la mobilisation des personnes LGBTQI+ en faveur de leurs droits. Concernant le harcèlement, j'ai décidé de généraliser la formation des adultes, qui n'était qu'au stade expérimental. Je veux être le ministre qui fera franchir une étape décisive dans la prise en compte des personnes LGBTQI+. C'est pour cela que j'ai décidé de généraliser dans toutes les académies des observatoires des LGBTQIphobies.

Concrètement, quels seront leurs rôles ?

Il s'agit d'instances de formation et de sensibilisation à l'homophobie et à la transphobie à l'adresse du personnel de l'éducation. Les enseignants et les équipes de direction sont très demandeurs de ce type de formation. Par ailleurs, nous allons lancer une campagne

forte de sensibilisation lors du 17 mai, journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Cette campagne sera axée sur l'accueil des élèves LGBTQI+. Nous devons aussi faire un effort dans les programmes, dans la manière dont les sociabilités scolaires se passent... car une école accueillante pour les élèves LGBTQI+ l'est pour tout le monde.

La sensibilisation aux LGBTQIphobies est intégrée dans les cursus scolaires, mais souvent passée à la trappe par les professeurs faute de temps... Comment faire respecter ces enseignements ?

Lorsque je rencontre des recteurs, j'insiste sur la question de la lutte contre les LGBTQIphobies et de l'éducation à la sexualité, pour marquer ma volonté politique. C'est important. Sur l'éducation à la sexualité, entre les instructions et la réalité du terrain, il y a, en effet, souvent des écarts, malgré l'obligation depuis la loi de 2001 de trois séances par niveau du CP à la terminale. On le constate aussi parfois pour l'enseignement moral et civique. J'ai donné des instructions claires pour que la loi soit respectée. Je vais demander par ailleurs une mission à l'inspection générale afin de vérifier l'effectivité des trois séances annuelles obligatoires.

N'est-il pas temps, d'ailleurs, pour en finir avec les débats stériles portés par le lobby réactionnaire, de renommer les séances d'éducation à la sexualité, qui concernent avant tout la vie amoureuse ou la prévention du VIH ?

Pour les premiers niveaux, il s'agit d'apprendre aux enfants que leur corps est le leur et qu'une autre personne n'a pas le droit de le toucher s'ils ne sont pas d'accord. Il s'agit aussi, là encore en fonction de l'âge et de la maturité des enfants, de travailler sur l'égalité, sur la prévention des violences sexuelles et sexistes, sur les questions de santé



sexuelle. On a appelé cela éducation à la sexualité, on pourrait en effet trouver un autre vocabulaire. Mais j'observe que ma volonté de faire respecter ces séances n'a pas provoqué de polémique ou de levée de boucliers. Je pense que la société bouge beaucoup depuis dix ans sur ces questions qui sont moins clivantes, notamment politiquement, que par le passé – sauf de la part de l'extrême droite.

Pourtant, l'extrême droite s'active toujours sur ces sujets, faisant désormais interdire des lectures de contes pour enfants par des drag queens...

Ces lectures n'ont pas lieu à l'école mais je me déssole de ces attaques et des pressions de l'extrême droite... Il existe certes un monde réactionnaire agressif qui s'attaque à l'école via les questions LGBTQI+, mais je pense qu'il s'agit d'une réaction très bruyante qui ne reflète pas la société actuelle.

Êtes-vous favorable à ouvrir davantage l'école aux associations, notamment LGBTQI+, qui ont développé un réel savoir-faire dans la sensibilisation des élèves?

Il faut que les portes soient grandes ouvertes lorsque ces associations, qui ont un agrément et ont acquis une expertise précieuse, proposent d'intervenir, c'est le minimum que l'on puisse attendre de l'école. Les académies doivent l'indiquer aux chefs d'établissements. Nous ne pouvons cependant pas tout demander aux associations, et l'école a toute sa part à prendre. •

Lisez le reste de l'interview sur tetu.com.
Si vous êtes victime de harcèlement scolaire, vous pouvez contacter le 3020, et le 3018 si vous êtes la cible de harcèlement sur internet. SOS homophobie dispose également d'une ligne d'écoute (01 48 06 42 41) et d'un chat en ligne.



"Il existe un monde réactionnaire agressif qui s'attaque à l'école via les questions LGBTQI+."